

**A**u lendemain de l'effondrement du socialisme en Europe de l'Est, nous assistons à un mouvement de migration de masse qui n'a jamais eu d'équivalent exceptés les mouvements de population du 5ème siècle, après la chute de l'Empire romain. Aujourd'hui, des millions de gens se déplacent vers l'Ouest : Albanais, Bulgares, Roumains, Croates, Slovènes, Macédoniens, Hongrois, Tchèques, Slovaques, Arméniens, Ukrainiens, Baltes, Polonais, Russes et, sur leurs traces, une multitude de réfugiés asiatiques et africains. En 1990, près d'un million de personnes ont rejoint l'Allemagne, le pays le plus prospère et donc la destination la plus attractive en Europe, mais le phénomène concerne toute l'Europe occidentale, de la Finlande à la Grèce. Il est d'ailleurs probable que l'immigration d'Europe de l'Est augmentera encore, surtout si le gouvernement russe décide d'accorder à l'ensemble de ses citoyens des passeports leur permettant de voyager librement. Dans ce cas, on estime le nombre d'émigrants soviétiques pour la décennie à venir entre 5 à 40 millions de personnes<sup>1</sup>...

### **Les causes de l'immigration**

Plusieurs raisons sont susceptibles de pousser les populations à rester sur place ou à émigrer vers des destinations lointaines. Le revenu futur qu'ils peuvent espérer en un endroit donné est probablement l'un de ces critères : toutes choses égales par ailleurs, les gens se déplacent vers les lieux où les espérances de revenu sont les plus élevées. C'est pourquoi les schémas de migration sont très importants dans toute analyse comparative des systèmes économiques. Cependant, de telles statistiques ne révèlent de jugement de valeur sur un système économique que si les mouvements de population ne sont soumis à aucune restriction. Dès lors que l'émigration et/ou l'immigration est contrôlée, les statistiques ne renvoient qu'une image déformée des réalités. Elles restent pertinentes tant qu'elles reflètent effectivement des mouvements migratoires, à condition de les corriger en fonction de la législation en vigueur et de ses principes d'application.

L'exode actuel des habitants d'Europe de l'Est donne une dernière fois une preuve spectaculaire de l'échec du socialisme, que ses victimes renient aujourd'hui. Ce régime, qui remplaçait la propriété privée de la quasi-totalité des facteurs de production par la propriété collective, supprimait ainsi tout marché. Il s'ensuit qu'il n'y avait aucun prix de marché pour les biens de production, ce qui empêchait tout véritable calcul économique. Résultat : jamais les investissements n'y sont [p. 2] efficacement affectés. D'autre part, avec la propriété collective, comme les gains et les pertes de la production sont socialisés, les producteurs n'ont aucun intérêt à améliorer leur production ni à faire un usage plus économique des facteurs de production : au contraire, c'est un système qui encourage la fainéantise et la négligence. En outre, lorsque les facteurs de production sont collectivisés, personne ne peut déterminer, indépendamment des autres, ce qu'il faut faire de tel ou facteur de production *donné* (ce que permet le régime de la propriété privée). Pire, toute décision concernant ce qu'il faut produire, où, et comment, devient une affaire politique et nécessite un mécanisme de décision collective, ce qui crée inéluctablement des "gagnants" et

Si l'on en juge par les statistiques de l'émigration, il ne s'est pas écoulé un seul jour depuis l'avènement du socialisme en Russie en 1917, et en 1945 en Europe de l'Est, sans que l'échec du socialisme n'apparaisse *de* façon patente. Et plus le système socialiste se prolongeait, plus son échec devenait manifeste. Etant donné l'Allemagne est désormais réunifiée et qu'il n'y a plus de frontières, a fortiori linguistiques, entre les deux parties du pays, l'exemple de l'Allemagne orientale est le plus instructif. Après moins de 15 ans de socialisme, quelque 4 millions d'Allemands de l'Est (soit 20% de la population) avaient quitté le pays pour la RFA.

Ce flot croissant d'immigrants atteignait déjà plus de 1000 personnes par jour (soit une diminution annuelle de la population de 3%) lorsque, le 13 août 1961, le régime est-allemand fut contraint de fermer ses frontières occidentales sous peine de s'effondrer sous son propre poids. Auparavant, si l'émigration était considérée comme un crime ("fuite de la République") et punie par la confiscation de toute propriété "abandonnée", il était toujours possible de s'échapper, puisque le passage de Berlin-Est à Berlin-Ouest était resté assez facile.

C'est donc pourquoi, pour empêcher sa population de fuir le socialisme, le gouvernement est-allemand avait fait construire le long de ses frontières une barrière fortifiée infranchissable : fils de fer barbelés, barrières électriques, champs de mines, fusils d'assaut, miradors, et patrouilles militaires armées jusqu'aux dents - sur 160 kilomètres autour de Berlin-Ouest et sur près de 1 500 kilomètres le long de la frontière avec la RFA.

Dans les autres pays d'Europe de l'Est, l'évolution était assez semblable à celle de la RDA. Tous les pays socialistes avaient subi cette hémorragie migratoire ; c'est pourquoi, au milieu des années 1960, sous l'impulsion de l'état soviétique et de concert avec les dispositions prises par la RDA, l'Europe de l'Est (à l'exception partielle de la Yougoslavie) s'était transformée en un gigantesque camp d'emprisonnement<sup>3</sup>.

[p. 3] Pendant plus de deux décennies, on est donc parvenu à dissimuler l'échec du socialisme.

---

2 En fait, l'absence de démocratie et d'élections multi-partis n'a rien à voir avec l'agonie du socialisme. Il est évident que ce n'est pas le mode de sélection des hommes politiques qui est à l'origine des inefficacités du socialisme. C'est la politique en elle-même, et le système de décision, politique, qui en sont responsables. Lorsque les facteurs de production sont socialisés, tout choix exige l'autorisation d'un groupe. Peu importe au producteur comment on choisit les personnes qui accordent les autorisations. Ce qui importe est qu'il lui faut obligatoirement une autorisation. Tant que c'est le cas, la motivation des producteurs à produire sera réduite, et l'appauvrissement persiste.

Par conséquent, le contraire du socialisme n'est pas la démocratie, mais la propriété privée et le capitalisme en tant qu'ordre social fondé sur la reconnaissance de la propriété privée. la propriété privée est aussi incompatible avec la démocratie qu'avec toute autre forme d'organisation politique. En effet, la propriété privée suppose une société complètement dépolitisée ou, pour reprendre la formule de Marx, une "anarchie de production" où personne ne gouverne personne, et où toutes les relations entre producteurs sont volontaires et donc avantageuses pour toutes les parties.

3 La plupart des manuels américains qui traitent de l'analyse comparative des systèmes économiques ne mentionnent même pas le terme « migration » ou « restriction à l'immigration » dans leur index et pratiquement aucun ne prend systématiquement en considération systématique les flux internationaux de population. Cela donne la mesure de la qualité de ces livres ...

les politiques économiques à l'Europe de l'Est depuis 1989, la cause profonde de l'exode – le socialisme – perdure en grande partie.

Dans l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, ex-Yougoslavie et en Albanie, ce sont toujours à des gens issus de l'ancien système qui détiennent le pouvoir. Et même s'ils ne sont plus communistes, plutôt que de privatiser tout tout de suite, et de créer une zone franche faiblement fiscalisée en Europe orientale, les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et même allemand entendent progressivement transformer le socialisme soviétique en un socialisme occidental (l'Etat-Providence) qui, malgré les différences, n'est en définitive qu'un autre avatar de l'idée socialiste. Une telle démarche est malheureusement la meilleure façon de conserver le fossé entre l'Est et l'Ouest<sup>5</sup>.

## L'Est s'ouvre, l'Ouest se ferme

Si l'on ne réagit pas, l'exode actuel se poursuivra jusqu'à ce que la perte de main-d'oeuvre devienne telle que les gouvernements postcommunistes d'aujourd'hui tombent et que le socialisme soit définitivement déraciné. Cela est toutefois peu probable, vu les multiples interventions dont les mouvements de population font l'objet. Mais ce ne sont plus les gouvernements de l'Est qui prennent l'initiative, même s'ils continuent d'empêcher leurs citoyens de partir. En effet, le pouvoir étatique a une si faible légitimité aux yeux des populations que les gouvernements ne pourraient se permettre de retourner à la situation antérieure. D'ailleurs, les moyens d'un tel retour en arrière – le acte de Varsovie – n'existent plus. Aujourd'hui, ce sont donc plutôt les gouvernements de l'Europe occidentale qui tentent d'empêcher une telle hémorragie, en renforçant leurs propres politiques de contrôle de l'immigration.

L'entrée dans les pays d'Europe de l'Ouest est déjà extrêmement difficile. Plus le processus d'intégration de la CEE avance, plus les migrations sont libéralisées au sein même de l'Europe des Douze, mais aussi plus les conditions d'admission des "*non-Européens*" sont strictes. On exige des permis de travail que les étrangers n'ont aucune chance d'obtenir, même avec l'accord des employeurs ou même si l'immigrant dispose de moyens pour travailler à son propre compte. les permis de travail s'accordent à la discrétion du gouvernement, en petit nombre, et

---

4 L'exemple de l'Allemagne de l'Est est une fois de plus extrêmement instructif: avant la construction du Mur, plus de 1 000 personnes fuyaient chaque jour le pays. En été 1989, lorsque la Hongrie socialiste a commencé à ouvrir ses frontières avec l'Autriche, et depuis la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, l'exode de la RDA a rapidement augmenté jusqu'à plus de 2000 personnes par jour

5 Si une politique de privatisation intégrale, libre-échangiste et anti-impôts ne peut pas créer instantanément des richesses, elle crée immédiatement une raison pour ne pas émigrer. Même si les salaires en Europe Occidentale étaient plus élevés pendant un certain temps, la production future deviendrait alors moins coûteuse que celle-des économies hautement fiscalisées et réglementées de l'Europe occidentale.

Si l'on choisit à la place une politique de réduction progressive du secteur public de moitié, afin d'atteindre le niveau de l'Europe de l'Ouest (où les dépenses publiques, y compris la sécurité sociale, s'élèvent le plus souvent à environ 50% du PNB), l'immigration actuelle serait peut-être un peu réduite, mais le mouvement vers l'Ouest deviendrait en réalité permanent (puisque le niveau des revenus actuels et futurs restera durablement plus élevé en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est).

à l'immigration clandestine qui, menacés d'expulsion, mettent au pas le sous-prolétariat et forment un "sous-prolétariat" croissant.

Face à la montée de l'immigration, les gouvernements d'Europe occidentale adoptent des mesures plus restrictives : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ne font ainsi plus partie des "mauvais" pays, ce qui empêche désormais leurs citoyens d'obtenir le statut de réfugié politique ou un permis de travail. L'Autriche a de même rayé la Roumanie de sa liste.

Sous la direction des signataires de l'accord de Schengen --Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et Italie obligations de visa de tourisme ont été étendus jusqu'à inclure pratiquement toutes les nations non occidentales, afin d'"harmoniser" les lois sur l'immigration en Europe occidentale.

La Norvège et la Finlande ont renforcé leurs contrôles frontaliers avec l'ex-Union soviétique.

L'Autriche emploie depuis peu des patrouilles militaires à la frontière austro-hongroise.

La marine italienne arrête les réfugiés albanais traversant l'Adriatique. Soutenus par l'Ouest, un fervent anti-immigration s'est répandue à l'Est. le gouvernement polonais a ainsi restreint l'accès aux Roumains, et dans un traité avec les six pays signataires de l'accord de Schengen, il s'engage à contenir l'immigration soviétique (moyennant quoi les Polonais seront exempts de visa dans les pays d'Europe occidentale). de même, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont durci les formalités pour les Roumains et les Soviétiques, et le gouvernement tchécoslovaque a rendu l'entrée des Polonais plus difficile

### **L'immigration : une source de richesse**

Il est facile de comprendre pourquoi les gouvernements veulent stopper l'émigration, puisque chaque personne productive qui émigre représente une perte de revenus imposables. En revanche, la volonté d'empêcher l'immigration est plus difficile à expliquer : tout producteur supplémentaire n'est-il pas une nouvelle source de revenus pour l'État?

Certes, tout flux d'immigration sur un territoire donné abaisse le niveau moyen des salaires, mais il accroît le revenu par tête, tant que la population globale demeure en-dessous de son volume "optimal" (ce qui reste incontestablement le cas en Europe occidentale, même si les estimations d'immigration les plus massives se réalisaient). L'augmentation de la population entraîne une expansion et une intensification de la division du travail, une productivité accrue du travail et donc globalement un niveau de vie plus élevé.

[p. 5] Et c'est ce qu'illustre parfaitement le développement dans l'Europe occidentale de l'après-guerre. A la fin des années 1960, la population en RFA et en France avait augmenté de plus de 20%, et celle de l'Italie (troisième pays européen) d'environ 15%<sup>7</sup>.

A la suite de cette expansion démographique, l'Italie, la France et la RFA ont connu une période de croissance économique sans précédent, avec des taux de croissance supérieurs à tous les pays comparables (à l'exception du Japon) et un revenu par tête sans cesse plus élevé. la RFA, le pays le plus avancé, a réussi à intégrer des millions de réfugiés est-allemands et d'ouvriers des pays d'Europe du Sud. Au début des années 1960, la population active s'y était accrue d'environ 8 millions de personnes (soit plus

Cependant, à la fin des années 1930, les économies d'Europe occidentale n'étaient plus ce qu'elles avaient été au lendemain de la Seconde guerre mondiale. L'expansion a cédé la place à la stagnation ; au lieu de contribuer à un nouveau bond en avant, la croissance de la population menaçait maintenant d'entraîner la faillite de l'Etat-Providence occidental, après avoir révélé l'échec du socialisme russe.

## **De la crise au "miracle" économique**

L'entre-deux-guerres en Europe occidentale s'était caractérisé par une stagnation économique due à l'inflation, l'expansion du crédit et la désintégration monétaire -- la destruction de l'étalon-or au début des années 1930-- un protectionnisme accru, la cartellisation de l'industrie, la législation du travail, la socialisation de l'investissement et l'expansion du secteur public.

La Seconde guerre mondiale avait accéléré ce mouvement, y ajoutant la destruction à grande échelle et les millions de morts... Elle laissait l'Europe de l'Ouest au bord de la ruine.

A la fin de la guerre, l'Italie était quasiment un pays sous-développé, à peine touché par la Révolution industrielle et extrêmement pauvre. Alors que sa population avait quelque peu augmenté entre les deux guerres, la situation économique catastrophique du pays avait engendré une émigration persistante, principalement vers le continent américain. En 1946, le PIB italien était de 40% moindre qu'en 1938, ce qui signifiait un retour à la situation d'avant la Première guerre mondiale.

En valeur constante, les salaires étaient tombés à 30% de leur valeur de 1913.

Quoique plus industrialisée et plus prospère que l'Italie, la France demeurait une société rurale. Depuis 50 ans, sa population stagnait, voire [p. 6] avait diminué au cours des années 1930, ce qui réduisait la division du travail. La moitié de la population vivait dans de petites communautés rurales, et quasiment un tiers de la population active travaillait dans l'agriculture, pour la plupart dans de petites exploitations.

En 1946, le PNB français n'était plus que la moitié de sa valeur de 1938.

L'Allemagne, le pays le plus industrialisé des trois grandes puissances continentales avant la Première guerre, avait renforcé sa position pendant l'entre-deux-guerres. Elle avait pourtant été dévastée par l'hyperinflation des années 1920 et la grande crise des années 30. Tout au long de cette période et jusqu'au milieu des années 30, où l'introduction d'un système économique planifié régla le problème par la méthode forte, l'Allemagne connut un chômage massif (avec un taux maximum de plus de 40% de sans-emploi en 1932). Sa population avait cessé de croître; même en 1938, les salaires réels n'avaient pas encore retrouvé leur niveau d'avant 1914. En 1946, le pays était dans un état de délabrement total : un quart des logements avait été détruit, le PNB ne représentait même pas un tiers de son volume de 1938 et un quart de la population était employé dans l'agriculture. Le pays subsistait difficilement. L'Allemagne était retournée à une économie de troc.

## ***Une renaissance libérale***

*La fin de la Seconde Guerre mondiale signifie le retour au libéralisme économique.*

avec des idées au sujet du libre-échange, de la déréglementation, de la liberté contractuelle et du développement du secteur privé ... Ces idées ont alors influencé l'orientation des politiques économiques, ce qui a permis de "reprivatiser" la vie économique.

En Italie, ce retour aux conceptions libérales de la politique économique fut entrepris par Luigi Einaudi (1874-1961), successivement Gouverneur de la Banque d'Italie (1945), Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget (1947), et enfin premier Président de la nouvelle République italienne (1948-1955). En Allemagne, Ludwig E rhard (1897-1977), Directeur économique des zones d'occupation américaine et

[p. 7] britannique (1948), puis Ministre de l'Economie de la nouvelle République fédérale d'Allemagne (1949-1963) et enfin Chancelier (1963-1966) en fut le principal artisan. En France, ce fut le Conseiller économique principal du président Charles de Gaulle, Jacques Rueff (1896-1978), qui joua ce rôle. Ces trois hommes étaient tous des économistes de métier formés avant l'époque keynésienne. Chacun d'eux était d'ailleurs directement ou indirectement influencé par l'école autrichienne de sciences économiques, et notamment **par Ludwig** von Mises. Ouvertement critiques envers les doctrines keynésiennes inflationnistes et l'investissement socialisé, ils ont réussi à réduire ou arrêter l'inflation, limiter ou éliminer les contrôles des changes, et à imposer la Lire, le Deutsche mark et le Franc comme des monnaies fortes. Ils ont aboli ou allégé les droits de douane et les quotas d'importation, les contrôles des prix, éliminé ou réduit les barrières au libre-échange et allégé la fiscalité et les dépenses publiques pour encourager la production, la concurrence et le secteur privé.

#### *Le retour à l'interventionnisme*

Alors que ces politiques ont donné lieu au fameux "miracle" économique de l'après-guerre et ont transformé l'Italie, l'Allemagne et la France en des sociétés industrielles modernes (avec des populations actives en expansion et un revenu par tête toujours croissant) 10), les idées libérales qui les ont inspirées n'ont pas résisté longtemps. Le

*En échange de leurs votes, les socialistes ont obtenu la protec-*

*tion sociale* ..... penchant "naturel" de tout Etat et de ses représentants à accroître ses  
..... revenus, ses dépenses et/ou ses moyens de contrôler l'économie, est  
..... réapparu. Entre 1965 et 1975, la politique économique a une fois de plus  
..... changé de cap. Contraints par des élections démocratiques et pluralistes,  
..... les gouvernements ouest-européens ont échangé la hausse des impôts et  
..... l'utilisation de la planche à billets à leur avantage contre la distribution  
..... d'avantages législatifs au profit de certains groupes de pression. Ainsi  
..... l'Europe occidentale est revenue à des politiques plus interventionnistes  
..... dans les domaines du droit et de la propriété privée comme du libre  
..... échange, alors même que cet interventionnisme leur avait été si  
..... préjudiciable pendant l'entre-deux-guerres.")  
..... Pour répondre aux attentes du vote socialiste -égalitariste, les  
..... pouvoirs publics ont ainsi mis l'accent sur des programmes publics de

mouvements de personnes et de capitaux au sein de la Communauté, ce qui permettait ensuite d'abolir "généreusement" toutes les restrictions

[p. 8]

**physiques** à de tels mouvements, comme les contrôles frontaliers.

Au début des années 1980, les dépenses publiques totales avaient atteint 50 % du PNB, au lieu de diminuer comme au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Aidés par l'abolition des derniers restes de l'étalon-or international en 1971, les taux d'inflation en Europe **occidentale** au cours des années 1970 et 80 étaient le plus souvent deux fois plus\* élevés que ceux qui avaient marqué les deux décennies précédentes. Au début, la hausse non-anticipée de l'inflation a engendré quelques courtes périodes de prospérité illusoire. Mais ces "booms", fondés sur du papier-monnaie, se soldaient inéluctablement par des crises de liquidités et une récession. Lorsque les gens ont fini par anticiper les hausses d'inflation, cela a amené la stagflation. les taux de croissance annuels sont tombés d'environ 5% pendant les années 50 et 60 à la moitié pour la décennie suivante. les années 80 ont en fait été marquées par une croissance négative, ou au mieux nulle. de la même façon les taux de chômage, très faibles ou en diminution pendant les années 50 et 60, ont augmenté continuellement au cours des années 70 pour atteindre dans les années 1980 un niveau élevé à peu près stable d'environ 10%.

*Les années 1960  
épargne importante et  
revenus croissants.*

Au lieu de croître comme avant, l'emploi stagnait voire diminuait. Or, les migrations en constante expansion au sein de l'Europe occidentale - le plus souvent du Sud au Nord - se sont arrêtées dans les années 70. Si bien qu'au cours des années 1980, le nombre de travailleurs immigrés originaires d'Europe du Sud a diminué.

*Les années 1980  
épargne en baisse et  
salaires réels en  
stagnation.*

Simultanément, le taux de préférence pour le présent (le degré auquel on préfère consommer aujourd'hui plutôt qu'épargner et consommer demain) a augmenté sensiblement. En effet, malgré un faible niveau de vie initial (mais avec des revenus **croissants**) le **taux** d'épargne des Européens de l'Ouest jusque dans les années 60 (en particulier en Italie, en Allemagne et en France) était exceptionnellement élevé, atteignant parfois plus de 20% du revenu disponible. Au monde, seuls les Japonais épargnaient plus. Cependant, de 1970 à 1990, alors que le niveau de vie avait sensiblement progressé (mais avec des salaires réels **en stagnation**), ce taux d'épargne a sérieusement décliné (sauf en Suisse).

*L'Etat-Providence, premier obstacle à l'immigration*

En période de chômage chronique, le flot d'immigrants d'Europe de l'Est était, et reste une menace pour la stabilité des démocraties occidentales. Il semble bien que les restrictions à l'immigration soient

en augmentant sans cesse les charges conjugées. Dans ces circonstances, une immigration libre accroîtrait immédiatement le nombre des chômeurs et renforcerait la demande d'allocations et de subventions en tous genres. Pour assurer leur financement, il faudrait alors laisser les impôts et/ou l'inflation augmenter. Or, si l'on imposait encore davantage les entreprises privées, les économies occidentales,

déjà

épuisées s'écrouleraient. 12)

Il ne serait pas viable non plus de laisser les immigrants venir pour ensuite soit leur refuser le permis de travail, soit les exclure du système de protection sociale. Une telle solution ne ferait qu'alimenter l'économie souterraine. D'une part, cela ferait baisser la productivité relative de l'économie ouverte et donnerait lieu à des dépenses publiques plus élevées. D'autre part, une telle voie conduirait à créer une société de classes de résidents - ou de castes - légalement distinctes, et à nourrir le développement de sentiments nationalistes ou racistes. Cette situation pourrait facilement dégénérer. Elle est *donc "politiquement" impensable.*

Par ailleurs, il est également impossible, ou dangereux, de proposer un havre de protection, tout en permettant en même temps de dénationaliser la vie économique et de démanteler l'Etat-Providence. Un tel revirement politique assurerait l'intégration des immigrants d'Europe de l'Est, augmenterait le niveau de vie général, et peut-être aussi les revenus fiscaux globaux (si les entrepreneurs réagissaient de manière *"élastique"* aux réductions de la pression fiscale et réglementaire). Toutefois, chaque gouvernement d'Europe occidentale qui tenterait de mettre en oeuvre une telle politique se heurterait rapidement à des difficultés importantes, car ses effets bénéfiques ne se manifestent pas

immédiatement.

Dans un premier temps, elle conduirait au contraire à une série de dérèglements (chômage accru, faillites, etc).

Le succès d'une telle politique de réforme (du point de vue du gouvernement) dépendrait du taux de préférence pour le présent des citoyens et du contrôle relatif... exercé par la majorité sur ledit gouvernement. En ce qui concerne ces deux facteurs déterminants, les perspectives de réussite sont incertaines. Il se trouve en effet que les gouvernements d'Europe occidentale sont soumis à des consultations électorales régulières (locales, nationales et fédérales), les hommes politiques démocrates ont donc et ils attachent un maximum d'importance aux conséquences à court terme de leurs actions. En outre, les électeurs, qui votent pour ou contre les hommes politiques, sont eux aussi plus sensibles au court terme. C'est dire que leur taux de préférence pour le présent a augmenté à mesure que les dispositions de l'Etat-Providence proscrivaient les initiatives privées.

Etant donné leurs propres politiques, les gouvernements craignent alors que les électeurs n'aient pas la patience d'attendre ou d'apprécier les avantages des [en 10] réformes libérales, mais votent au contraire



le renoncement des conservateurs monarchistes et des libéraux populistes, le gouvernement en a besoin pour obtenir le pardon des citoyens pour le soutien qu'il accorde ainsi à certains régimes.

Si protestations il y a, elles ne viennent que du camp du libéralisme classique : il existe un certain nombre de défenseurs isolés des principes libéraux, mais nulle part en Europe occidentale il n'existe de mouvement idéologique populaire libéral.

### *La mort lente du libéralisme*

En fait, le libéralisme classique était mort depuis longtemps en tant que mouvement politique ; la période de libéralisations, au lendemain de la Seconde guerre mondiale en Europe occidentale, en particulier en Italie, en RFA et en France, n'est qu'une "*aberration*" passagère dans un long processus de décadence - le résultat de circonstances fortuites plutôt que de raisons systémiques. [11])

Le déclin du libéralisme classique a commencé avant la Première guerre mondiale. Il focalisait son attention sur la notion de propriété privée comme première condition de la liberté de l'homme et de la prospérité. En conséquence il s'opposait à toute interférence, étatique ou autre, avec les droits de propriété. L'État, s'il est vraiment nécessaire, devait être minimal, chargé exclusivement de protéger les droits de propriété du citoyen - c'était l'Etat-gendarme. Le mouvement libéral du XIXème siècle a commis l'erreur de croire qu'il était possible de promouvoir cet objectif en apportant son soutien aux causes républicaines (contre les royalistes) et aux causes démocratiques (contre les aristocrates). Malheureusement, les républicains n'ont fait que favoriser le nationalisme ; en y adhérant le libéralisme, alors qu'il est par nature universaliste et internationaliste, est progressivement devenu nationaliste. D'autre part, les libéraux européens ont soutenu la démocratisation au XIXème siècle, c'est-à-dire l'extension progressive du

[p. 11] droit de vote des propriétaires aux prolétaires, mais cela n'a fait que contribuer à l'essor des partis "socialistes-égalitaristes" et des partis conservateurs-protectionnistes, et supprimait ainsi la base de ce mouvement libéral.

Le déclenchement de la Première guerre mondiale a accéléré la perversion du libéralisme en doctrine nationaliste ; et au lendemain de la guerre - entraînant la chute des dynasties de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie vaincues, puis le coup d'Etat bolchévique en Russie - le libéralisme d'Europe occidentale a littéralement disparu en tant que mouvement politique. La menace de la Révolution soviétique et d'une épidémie de "*dictatures du prolétariat*", soutenu par un puissant courant

société communiste, a provoqué une réponse "*bourgeoise*" tout aussi

En revanche, dans les pays d'Europe de l'Est, que les administrations Roosevelt et Truman avaient abandonnés à la sphère soviétique, la "*dictature du prolétariat*" s'imposa par la force, écrasant ce qui restait du libéralisme classique. En Europe occidentale, la renaissance d'un régime pluraliste se fit néanmoins, moins les partis explicitement fascistes ou national-socialistes désormais bannis, ni représentation monarchiste significative.

Mais avec le "*triomphe*" du socialisme dans les républiques populaires d'Europe de l'Est, un bloc de partis socialistes et communistes

alors que les pays orthodoxes s'est alors affirmé comme une force politique de premier ordre, notamment grâce aux votes d'anciens électeurs nazis ou fascistes.

La Grèce et l'Italie par exemple, ont d'ailleurs failli succomber à des coups d'Etat communistes au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

En France, le Parti communiste est devenu la première force politique, l'ensemble des partis expressément socialistes obtenant la majorité jusqu'à la fin des années 1950.

En Grande-Bretagne, le Parti travailliste forma le gouvernement en 1945, alors que dans les pays scandinaves les partis sociaux-démocrates détenaient fermement le pouvoir.14)

[p. 12] *Un processus d'homogénéisation idéologique*

La seconde force politique de l'après-guerre en Europe occidentale était le bloc des partis "*bourgeois*", anticommunistes et d'orientation nationaliste, social-conservateur ou social-chrétien. A l'origine, les partis libéraux ne formaient qu'une petite partie de ce camp et professaient une doctrine - quasiment méconnaissable par rapport à ses origines - de libéralisme national-social (et anticlérical). La Suisse avait été et restait fermement contrôlée par de telles forces politiques. de même, des partis bourgeois semblables tenaient le haut du pavé en Allemagne fédérale et en Italie ; de puissants partis sociaux-chrétiens ou sociaux-conservateurs ont aussi émergé en Autriche, en Belgique et aux Pays-Bas.

Mais cette fois-ci, la rivalité entre bourgeois et prolétaires n'a pas dégénéré en un conflit politique ouvert, ni comme pendant l'entre-deux-guerres à l'abolition ou à la paralysie du système démocratique et pluraliste. Elle a plutôt entraîné l'Europe occidentale dans un processus d'homogénéisation idéologique progressive. Au lieu de disparaître, le libéralisme a volontairement abandonné son identité pour accéder à un large consensus uniforme - à la fois conservateur, libéral et socialiste - sur la notion d'Etat-Pro vide nce.

*L."embourgeoisement" de la gauche a joué le rôle de catalyseur de l'uniformisation idéologique.*

Deux facteurs étroitement liés ont contribué à ce développement. D'abord, pour tout observateur occidental neutre, il est vite apparu que la reprise de l'expérience socialiste en Europe de l'Est donnait les mêmes résultats qu'en Russie, réfutant ainsi une bonne fois pour toutes le mythe selon lequel le chaos économique

L'Allemagne fédérale est l'illustration de cette évolution. de tous les Occidentaux, ce sont en effet les Allemands de l'Ouest qui furent les

[p. 13]

plus confrontés aux horreurs du socialisme soviétique à l'Est. C'est aussi en RFA que les réformes entreprises par Ludwig Erhard en 1948 ont produit la première reprise économique d'Europe occidentale, et la plus spectaculaire. C'est toujours en RFA que le processus d'uniformisation idéologique a été le plus profond. le vote communiste est tombé de 5% à rien du tout en l'espace de quelques années. Sous la présidence de **Konrad Adenauer**, la CDU conservatrice (chrétiens-démocrates) a abandonné tous ses projets de nationaliser certaines industries "*vitales*" dès 1949, au profit du concept d'"*économie sociale de marché*".

Plus décisif encore fut le congrès du Parti social-démocrate en 1959 où celui-ci, de plus en plus *abandonné par les* électeurs, décida d'adopter un programme singulièrement dépourvu de toute référence au passé marxiste, et dans lequel la socialisation ne figurait que comme

mesure de dernier ressort, pour souligner à la place l'importance des politiques "*sociales*" pour "*corriger les échecs*" du marché. En conséquence, le Parti social-démocrate entra en 1966 pour la première fois au gouvernement comme partenaire minoritaire d'une "*grande*" coalition avec L'Union chrétienne -démocrate. A celle-ci succéda

de 1969

à 1982 une "petite" coalition composée du SPD, cette fois-ci majoritaire, et du Parti libéral, le FDP. Depuis 1982, ce dernier est de nouveau le partenaire minoritaire de la CDU, comme il l'a été de 1949 à 1957 et de 1961 à 1966. le processus d'homogénéisation idéologique est donc achevé : conservatisme, libéralisme et socialisme sont aujourd'hui vides de sens ; les libéraux, d'ailleurs, ont même présidé et participé à la destruction de leur héritage idéologique.

Dans les pays plus éloignés du Rideau de fer, tels que la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et, après la chute des régimes autocrates de Salazar et de Franco, l'Espagne et le Portugal, le processus

d'homogénéisation idéologique fut moins prononcé ou plus lent.

Pourtant, en fin de compte le même schéma se reproduisit à travers

toute l'Europe occidentale 11), de sorte que dans les années 1980,

l'Europe de

l'Ouest était presque totalement uniformisée.

"Ouest-européen", au-delà des frontières partisans, voulait désormais

dire : "*démocratie constitutionnelle*" et "*économie sociale de marché*".

C'est-à-dire une économie fondée sur la propriété privée, régulée et

"gouvernée" par un gouvernement démocratique en fonction de sa

.....origine de la monopolisation de la plupart des ressources naturelles (pétrole, gaz, minéraux) et la monopolisation et/ou la cartellisation de la majorité des "biens publics" (eau, électricité, gaz, services de ramassage d'ordures) et d'une bonne partie de l'assurance (retraites, santé, chômage). Il impliquait que l'Etat prenne systématiquement en charge et subventionne l'agriculture et le logement; qu'il accorde une protection spéciale contre le marché concurrentiel à une myriade d'industries "vitales" (mines, charbon, acier, automobile, aviation, électronique et textiles). En exécutant toutes ces tâches, l'Etat est devenu le plus grand propriétaire foncier, capitaliste et employeur du pays, au point que ses dépenses absorbent environ la moitié du produit national.

Dans ce climat idéologique, la liberté de mouvement, vieille idée libérale, a perdu tout son sens. De même, l'idée de s'attaquer directement

aux causes mêmes des mouvements de population a disparu du débat public. En fait, alors que les gouvernements occidentaux s'opposent actuellement à l'ouverture de leurs frontières à l'immigration, ils acceptent non moins difficilement de voir l'Europe de l'Est suivre les

recettes libérales classiques : privatiser, diminuer les impôts et la .....réglementation, ou encore instaurer le libre-échange.  
.....Toutes ces mesures arrêteraient probablement l'émigration vers .....l'Ouest et renverseraient peut-être même la vapeur.17) la production de .....l'Europe de l'Est serait immédiatement rendue moins coûteuse que dans les économies réglementées d'Europe occidentale, et l'on assisterait à une

privée. fuite des capitaux d'Ouest en Est. Mais cela aggraverait la stagnation

économique de l'Europe de l'Ouest et obligerait ses gouvernements à appliquer les mesures de "désocialisation" qu'ils cherchent actuellement à éviter. C'est pourquoi parallèlement à leurs politiques anti-immigration, les gouvernements d'Europe occidentale, individuellement, ou à travers les organes de la Communauté européenne, essaient d'expliquer - à tort 11) - que la misère à l'Est résulte plutôt d'un manque de démocratie que de propriété privée. Es proposent donc de remplacer le socialisme par un modèle occidental d'"économie sociale de marché", plutôt que par le modèle libéral

classique

d'économie de propriété privée.

**Faut-il exporter vers l'Est l'Etat-Providence ?**

libérales classiques sont parfaitement étrangères et impensables; ils sont en revanche beaucoup plus à l'aise dans l'idéologie de l'Etat-Providence.

Si l'on appliquait les méthodes libérales de privatisation intégrale

et immédiate des biens collectifs et d'un Etat minimum chargé

..... exclusivement de défendre les droits de propriété, la plupart des emplois  
..... d'Etat disparaîtraient tout de suite. les fonctionnaires actuels seraient  
..... à la merci du marché et obligés de trouver une occupation productive. Si  
..... l'on importe l'Etat-Providence occidental tel quel, et si les bureaucraties  
..... de l'Est se contentent de mener à bien l'irréversible processus de  
..... désocialisation pour contrôler et réguler la privatisation des parties "*non*  
..... *vitales*" de leurs avoirs énormes (jusqu'au niveau occidental, mais pas  
..... plus), la plupart des emplois publics seront au contraire maintenus, 19) et  
..... les revenus de l'Etat comme les salaires des fonctionnaires pourraient  
..... même augmenter.  
..... De plus, puisque les gouvernements occidentaux ont intérêt à ce  
..... que la transition à l'Etat-Providence se fasse "*dans l'ordre*", les leaders

... *et peuvent ainsi* qui adoptent à l'Est cette orientation peuvent s'attendre à ce qu'au moins une partie des risques soient assumés, ou financés, par leurs homologues occidentaux.

Même si la transition à l'Etat-Providence était complète, il subsisterait un risque d'émigration réduite vers l'Ouest. Mais l'Occident l'a déjà éliminé en refusant l'immigration. Enfin, un processus progressif de privatisations partielles contrôlé par l'Etat, même s'il apporte des améliorations partielles, risque toujours d'accroître les difficultés économiques et les tensions sociales. Sur ce point, les réformateurs favorables à l'Etat-Providence peuvent également compter sur l'assistance de l'Europe occidentale.

A l'époque communiste, la coopération entre l'Est et l'Ouest était extrêmement limitée. L'inefficacité de la production socialiste ne permettait à l'Est de vendre sur les marchés occidentaux que des matières premières ou des biens de consommation très simples. les transactions entre l'Ouest et les pays du COMECON ne représentaient donc pas plus -de 5% du commerce extérieur. D'autre part, la participation d'investisseurs étrangers était quasiment interdite à l'Est, et aucune monnaie n'était librement convertible. Il s'ensuit que même les contacts au niveau politique étaient relativement rares. Depuis l'effondrement du communisme, en revanche, les gouvernements de l'Est ont quelque chose à proposer.

Le commerce Est-Ouest est encore faible, même plus faible qu'avant les bouleversements révolutionnaires qui ont secoué l'Europe

[p. 16]

de l'Est. Mais avec la disparition du dogme "*social*" de la propriété collective de **tous les** facteurs de production, une certaine portion des richesses nationalisées est soudain disponible. Et puisque les

occidental : une banque centrale contrôlée par l'Etat, un cartel de banques commerciales privées avec des réserves obligatoires, et une monnaie fiduciaire "basée" sur des "réserves" de monnaies occidentales "fortes" ; cela permettrait ainsi au système bancaire occidental une expansion du crédit internationale et coordonnée afin d'imposer son hégémonie monétaire et financière aux jeunes économies d'Europe de l'Est.

*Le droit de faire sécession*

Les Etats d'Europe de l'Est, en particulier l'ex-RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et les pays baltes, ont déjà pris la route de l'Etat-Providence occidental. En dépit de dramatiques problèmes de transition (chute de la production et chômage massif), les perspectives ne sont pas si sombres. Aidé par les privatisations partielles et l'élimination de la plupart des contrôles de prix, l'état des économies d'Europe orientale devrait tôt ou tard s'améliorer et celles-ci devraient sortir de la crise actuelle. Cette reprise devra aussi récompenser l'Ouest sous la forme d'une intégration économique accrue (élargissement des marchés, extension et intensification de la division du travail), ce qui

augmentera le commerce international.

Pourtant, deux problèmes fondamentaux demeurent. D'abord, même si la stratégie actuelle visant à installer l'Etat-Providence aboutit, elle ne pourra pas répondre aux demandes populaires d'amélioration rapide et durable des conditions économiques. En effet, l'approche progressive et l'étendue limitée des privatisations rend la reprise à l'Est inutilement lente et douloureuse. En outre, puisque la dimension moyenne de l'Etat dans l'Europe "unie" sera plus importante qu'en Europe de l'Ouest actuellement, il est probable que les économies occidentales ne seront que temporairement relancées, et que la stagnation succédera bientôt à la reprise à l'Ouest comme à l'Est, à un niveau durablement plus bas de croissance.

[p. 17] Par ailleurs, le processus de réforme tout entier peut détailler.

. Dans ce cas, paradoxalement, cela pourrait conduire à une renaissance  
. du libéralisme classique. Car le blocage de l'immigration à l'Ouest et le  
. choix de la voie social-démocrate à l'Est, rendent quasiment inévitable  
... *et si les réformes* une extension des revendications locales ou régionales  
d'indépendance.

Si l'émigration est impossible, s'il n'y a qu'un faible espoir de voir les

réformes intérieures aboutir, ou si les réformes et les améliorations sont

indépendantes, se multiplient et se renforcent partout. Pour la première fois depuis plusieurs siècles d'histoire européenne, l'évolution "irréversible" vers des États de plus en plus vastes et de moins en moins nombreux semble bel et bien compromise.

Certes, l'Europe du sud-est a connu la désintégration progressive de l'Empire ottoman depuis son apogée au 16ème siècle jusqu'à la création de la Turquie moderne après la Première guerre mondiale. En Europe centrale d'autre part, l'Empire éparpillé des Habsbourg,

maximal

sous Charles V, fut progressivement démembré jusqu'à disparaître en 1918 avec la création de l'Autriche moderne. Mais l'évolution

dominante

en Europe s'est faite en sens inverse. Jusqu'à une époque très récente, l'Europe était composée d'environ 30 pays. Au début de ce millénaire, elle contenait plusieurs centaines ou même plusieurs milliers de territoires souverains. la plus grande partie de son histoire fut dominée par le thème de l'expansion territoriale et de la concentration d'États. D'innombrables petits territoires et États indépendants ont été éliminés, avant que la France n'émerge dans ses dimensions actuelles à la fin du 16ème siècle, et l'Angleterre pendant la seconde moitié du 17ème, par exemple. L'émergence de la Russie fut semblable : elle n'a atteint son extension territoriale actuelle que pendant la première moitié du 19ème siècle. En Italie et en Allemagne, où l'anarchie politique des pouvoirs décentralisés était particulièrement prononcée, il n'y a qu'un peu plus d'un siècle que le processus de centralisation est achevé.<sup>20)</sup>

Il est donc tout à fait normal que les mouvements de sécession en Europe de l'Est et le renversement du processus de centralisation apparaissent comme une menace mortelle aux yeux des pouvoirs centraux. le fait qu'une bonne partie de l'opinion publique comme la majorité écrasante des intellectuels à l'Est comme à l'Ouest, perçoivent le mouvement sécessionniste comme un signe d'un reste atavique, témoigne encore une fois de la disparition du libéralisme classique. (En même temps, cela rappelle que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'Histoire et contrôlent les forces idéologiques.) de même, bon nombre de partisans de la sécession n'acceptent la solution indépendantiste que par un opportunisme politiquement inévitable, plutôt que par principe. La sécession n'est-elle pas **contraire à l'intégration** économique ? La **consolidation territoriale obtenue grâce à la concentration du** pouvoir étatique, ne fut-elle pas une cause décisive de l'émergence de l'Occident capitaliste en général et de la "*Révolution industrielle*" en particulier ? Et enfin, la sécession n'est-elle pas un pas en arrière dans le progrès

[p. 18]

économique. Qui plus est, dans les circonstances actuelles, la sécession est parfois le seul moyen qui reste pour faire progresser l'intégration économique et la prospérité bien au-delà des maigres résultats que l'on est en droit d'attendre des réformes en cours.

#### *Sécession et intégration économique*

Lorsque les pays baltes ont quitté l'Union soviétique, et la Slovénie la Yougoslavie, ceci ne signifie rien de plus qu'un transfert du pouvoir sur les richesses nationalisées du gouvernement central à un gouvernement régional plus petit. Que cet événement conduise à plus ou moins d'intégration économique dépend dans une large mesure des politiques qui seront menées par le nouveau gouvernement régional.

Toutefois, la sécession en tant que telle a déjà eu un impact positif sur la production. L'une des premières raisons de faire sécession est souvent le sentiment d'être exploité par d'autres. Les Slovènes avaient ce sentiment - à juste titre - d'être systématiquement spoliés et dominés par les Serbes. De même, les pays baltes ne voulaient plus payer tribut aux Russes et au gouvernement majoritairement russe de l'Union soviétique. En vertu de l'acte de sécession, des relations extérieures contractuelles - mutuellement avantageuses - se sont substituées aux relations intérieures à caractère hégémonique. Au lieu d'être subordonnés aux Serbes ou aux Russes, les États slovène et baltes entretiennent désormais des relations d'égal à égal avec leurs anciens dominateurs.

Tous les autres effets sur l'intégration économique dépendent de la politique commerciale des nouveaux gouvernements. Laissons la

[p. 19]\_politique intérieure de côté, et supposons que l'on maintienne la politique de désocialisation modérée que le gouvernement central a choisie (ou choisit de poursuivre pour les territoires qui lui restent). Le choix, pour les nouvelles équipes dirigeantes, est alors simple : libre-échange ou protectionnisme (partiel ou total). *A condition qu'elles* optent pour une politique libre-échangiste *permettant aux* marchandises d'entrer et de sortir sans entraves de leurs territoires, l'intégration économique en bénéficiera. Même un territoire minuscule pourra alors s'intégrer pleinement dans le marché mondial et pourra bénéficier de tous les avantages de la division du travail.<sup>21</sup>)

A l'inverse, lorsque les gouvernements sécessionnistes ont recours à des mesures protectionnistes pour contrôler l'importation et/ou l'exportation, ils contribuent à la désintégration économique. Car, quelle que soit la motivation - la protection de certains emplois, firmes, industries ou produits - toute interférence avec le commerce extérieur limite par la force le volume d'échange mutuellement avantageux, ce qui aboutit à l'appauvrissement relatif à l'intérieur du pays comme à



commerce avec le monde extérieur, à condition de disposer d'un  
marché intérieur où les marchandises et les capitaux circulent librement.  
En revanche, si des villes ou des régions à dominante serbe faisaient  
sécession avec la Croatie environnante, et si elles menaient la même  
politique d'autosuffisance intkgrale, elles courraient droit à la  
catastrophe économique. Donc, toutes choses égales par ailleurs, plus le  
territoire et le marché interne sont petits, plus il est probable que le pays  
choisira le libre-échange (parce que le prix par personne en termes de  
perte de richesses sera d'autant plus élevé dans le cas contraire).

21,

Deuxièmement, en ce qui concerne la politique intérieure, les  
gouvernements sécessionnistes doivent déterminer précisément quelles  
proportions des richesses nationales privatiser, quel niveau d'imposition  
et quelles réglementations internes adopter ? Plus on privatise, moins on  
impose et réglemente, plus la contribution à l'intégration et à la  
croissance économiques sera grande. Et vice versa.

1

[p. 20] *Du socialisme au capitalisme*

*Plus on taxe les revenus du propriétaire, plus il aura tendance à se tourner vers l'autarcie et la non production.*

L'effondrement du socialisme est dû précisément au fait qu'il n'y avait ni marché de capitaux, ni marché immobilier, pas de capitalistes, pas d'entrepreneurs, et pas de comptabilité. En interdisant ces institutions et mécanismes, le système socialiste avait aboli quasiment toute division du travail ainsi que la présence d'un véritable marché intérieur. En conséquence, on était retourné au stade d'une économie autosuffisante, où la division du travail, et donc celle des marchés, se limite aux échanges et répartitions au sein des ménages. Toute privatisation d'immobilier ou de biens d'investissement représente alors une extension et une intensification de la division du travail, interterritoriale et entre ménages. Par conséquent, l'intégration économique intérieure ne peut atteindre son optimum, et les avantages absolus et relatifs de la division du travail ne peuvent être pleinement exploités que si l'ensemble des capitaux et des valeurs immobilières sont privatisés, c'est-à-dire si aucun facteur de production n'est tenu à l'écart du marché par la force (par des dispositions légales interdisant sa vente).

Par ailleurs, plus on taxe les revenus que le propriétaire dégage de sa participation à la division du travail et de son intégration dans le marché intérieur, plus il aura tendance à se tourner vers l'autosuffisance et/ou la non-production (consommation de loisir). L'intégration économique et la production intérieure ne peuvent donc atteindre leur optimum que si tous les impôts portant sur les agents productifs sont abolis.

comme dans le commerce extérieur, la taille d'un territoire et le nombre de ses habitants n'ont rien à voir avec son niveau d'intégration économique. Cependant, il existe encore une fois un rapport indirect mais très profond entre ces deux variables. La nature de ce rapport est dialectique (et tout le contraire de ce que l'orthodoxie en dit).

[p. 21]

### *Étatisme et désintégration*

D'une part, plus le territoire contrôlé par un État est grand, plus les territoires indépendants sont rares, et plus la désintégration intérieure est alors probable ; et vice versa. Un gouvernement mondial gérant un seul marché intérieur global - l'ordre international idéal de bon nombre d'hommes politiques et de la plupart des intellectuels - serait en fait le moins favorable à l'intégration intérieure, parce qu'aucun producteur ne pourrait plus s'expatrier pour montrer son désaccord avec les réglementations ou les impôts du gouvernement, puisque partout les conditions seraient les mêmes. Si l'on élimine l'émigration économique, on élimine en même temps toute limitation systématique du pouvoir

d'État ; ainsi, la probabilité pour que les États augmentent les impôts, étendent la réglementation et la propriété collective afin de maximiser leurs propres revenus, se rapproche de la certitude.

À l'autre extrême, s'il y a autant de territoires indépendants que de ménages privés, les opportunités de migration économique sont maximales - le nombre et la combinaison de possibilités d'immigration - et le pouvoir de l'État sur l'économie tend à être minimal. En fait, pour un ménage d'une personne, l'impôt, la réglementation ou la confiscation sont même inconcevables, puisqu'on ne peut s'imposer que des restrictions volontaires à soi-même ou à sa propriété. Or dans le cas d'un ménage avec plusieurs membres, ou même d'un village, les chances

sont

infimes pour que le chef de famille, ou le gouvernement villageois,

arrive

à imposer quoi que ce soit au-delà d'une réglementation minimale ou d'un impôt minime sur les revenus et la propriété. Puisque le pouvoir ne s'étend pas au-delà du ménage ou du village, et puisqu'il existe beaucoup d'autres ménages ou villages indépendants, l'émigration en serait la conséquence immédiate. (23)

Aucun gouvernement central contrôlant de vastes territoires et des millions de citoyens ne peut apparaître par un coup de baguette magique. Dans la mesure où apparaissent des institutions ayant le pouvoir de taxer, de réglementer et de confisquer la propriété des particuliers, elles sont au départ de taille restreinte. Historiquement, il a fallu des siècles avant que le centralisme actuel se développe. Pour qu'un État puisse s'étendre d'un territoire à l'origine très petit à des territoires de plus en plus larges, et ainsi éliminer progressivement tous

ne sont pas toujours égales par ailleurs. Quel que soit le cas, si les Etats les plus libéraux surpassent militairement les Etats moins libéraux - des territoires de plus en plus grands, des concurrents plus rares et plus éloignés, et une migration interterritoriale de plus en plus coûteuse - moins l'Etat se trouvera contraint de continuer sur la voie libérale.,'

### ***La sécession au service de la reprise économique***

Les mouvements sécessionnistes d'Europe de l'Est constituent le meilleur moyen institutionnel pour permettre une reprise économique rapide, gage de soutien populaire. Quelles que soient les motivations politiques de ceux qui veulent faire sécession - le plus souvent d'ailleurs le désir de son propre Etat-Providence - l'acte de sécession contient toujours sa propre dynamique libératrice. Elle élimine d'un coup les liens d'oppression et d'exploitation entre différentes communautés ethniques, culturelles, religieuses et/ou linguistiques, qui jusqu'à ce jour caractérisent l'Europe de l'Est, et en particulier l'Union soviétique et la Yougoslavie. Par ailleurs, la sécession implique toujours qu'un petit nombre d'individus se détachent d'un nombre plus grand. Elle constitue donc un vote contre le principe démocratique (la loi de la majorité) et pour la propriété privée (décentralisée) plutôt que la propriété collective. Plus un pays est petit, plus son gouvernement sera enclin à choisir le libre-échange.

Techniquement, il est en effet plus facile de désocialiser de plus petites propriétés que de plus grandes. Si l'on augmente le nombre d'États et de territoires concurrents (et donc les possibilités de migration

interterritoriale), on augmente aussi la pression sur l'État sécessionniste ..... pour adopter une politique intérieure libérale : donc un secteur privé plus ..... large, des impôts et des réglementations moins oppressants. Par ..... conséquent, les petits territoires sont plus aptes à reconnaître et rectifier des erreurs.

Bien que la pensée libérale classique soit très faiblement représentée en Europe de l'Est après plusieurs décennies d'oppression et de censure, les idées libérales d'une société fondée sur la propriété privée et le contrat ne sont pas partout aussi méconnues. Malgré la propagande égalitariste, il existe d'énormes différences

de développement

Slovènes,

culturel ("*occidentalisation*") par exemple en Yougoslavie, entre

Croates, Serbes, Macédoniens, Montenégriens et Albanois, de même

La sécession permet de faire jouer la concurrence des cultures.

ajouté par le processus que cette intégration forcée n'a pas mené à l'émergence d'une nouvelle culture universelle et meilleure, ni à un brassage ethnique harmonieux. Bien au contraire, comme on aurait pu s'y attendre, elle a intensifié les conflits et l'hostilité interethniques et décivilisé toutes les cultures et populations impliquées. Par la sécession, l'intégration forcée du passé cède la place à une ségrégation physique volontaire de cultures distinctes et à la concurrence entre peuples séparés mais égaux et indépendants.

Le premier résultat d'une telle séparation est l'apparition de diverses formes de gouvernement et de politiques culturellement distinctes. Un certain nombre d'entre elles auront moins de succès (du point de vue de l'intégration et de la prospérité économiques) que celles de l'ancien gouvernement central. Ailleurs, d'autres feront mieux, et le résultat dépendra largement du degré d'occidentalisation de la culture du pays qui revendique son indépendance par rapport à la culture du gouvernement central. Il se peut très bien que par exemple les Azéris soient moins bien traités par un gouvernement national que par un gouvernement russe ; ou que les Albanais de Kosovo seraient mieux traités par un gouvernement serbe que par le régime albanais. En même temps, les réformes économiques en Lituanie, Estonie et Lettonie seront probablement meilleures que ce que le gouvernement russe leur aurait réservé ; et les Croates seront plus prospères en tant que pays indépendant que sous la domination serbe.

#### *Des cultures en concurrence*

Mais il y a plus important. Puisque l'incapacité d'atteindre l'objectif populaire d'une reprise économique rapide et d'une croissance soutenue ne peut plus être attribuée à la domination culturelle d'une puissance extérieure, l'opinion publique et le gouvernement concerné devront accepter d'assumer une plus grande part de responsabilité pour leurs actions. Sous l'intégration forcée, toute erreur pouvait être imputée à une culture étrangère, et toute réussite reprise à son propre compte ; il y avait donc peu d'incitation à tirer parti d'autres cultures. Sous un régime de peuples "séparés mais égaux", les gens doivent affronter non seulement la **diversité** culturelle, mais aussi les **degrés** visibles de développement culturel. Si désormais un peuple veut améliorer ou maintenir sa position relative vis-à-vis d'une culture concurrente, cela devra passer par un processus de tâtonnements. Elle devra imiter, assimiler et si possible améliorer les aptitudes, les traits, les pratiques et les règles qui caractérisent les cultures plus avancées, et elle devra éviter

[p. 24] ceux qui marquent les sociétés moins avancées. Plutôt que de promouvoir le nivellement par le bas des cultures, comme sous l'intégration forcée, la sécession stimule un processus concurrentiel de sélection et d'avancement culturels.

En effet, malgré quelques déviances significatives, ces rôles demeurent encore passables aujourd'hui. À part le cas particulier de la République tchèque et de la Slovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie sont encore intactes au niveau territorial, et cela malgré les tendances sécessionnistes des Allemands en Pologne, des Hongrois et des Allemands en Roumanie, des Turcs et des Macédoniens en Bulgarie. L'unification allemande est un exemple de centralisation. La Yougoslavie a définitivement éclaté. Mais la Croatie nouvellement indépendante empêche encore des régions à majorité serbe de faire à leur tour sécession. Le gouvernement serbe tient encore la plus grande partie de l'ancienne Grande Serbie et ses différentes minorités ethniques et essaie même d'étendre son territoire aux dépens de la Croatie et de la Bosnie.

L'ex-URSS se trouve dans une situation semblable. Le gouvernement central a disparu. Il a été remplacé par une douzaine de *républiques*, devenues des Etats indépendants, alors qu'il existe en réalité des centaines de populations ethniques distinctes au sein de l'ancienne Union. Pratiquement toutes les tentatives sécessionnistes sérieuses, telles que les mouvements indépendantistes des Allemands de la Volga en Russie ou encore des Ossètes en Géorgie, soit ont été réprimées par les nouveaux gouvernements centraux, soit se heurtent à de violentes résistances, comme dans la province arménienne du Nagorni Karabakh

Les tendances décentralisatrices en Europe de l'Est pourraient représenter une rupture temporaire du processus inverse actuel. Elles pourraient même s'avérer n'être qu'une exception régionale au contexte *global de concentration politique*, aboutissant à un gouvernement mondial. De fortes indications vont en ce sens. Même avant

la dissolution

[p. 25]

de l'Union soviétique, les Etats-Unis avaient acquis un pouvoir hégémonique sur l'Europe occidentale (plus particulièrement sur l'Allemagne fédérale) et sur les pays du Pacifique (surtout le Japon) - par la présence de troupes et de bases militaires, les pactes de l'OTAN et de l'OTASE, le rôle du dollar américain comme monnaie de réserve internationale ultime et par le rôle de la Réserve fédérale cor "prêteur" ou "pourvoyeur de liquidités" en dernier ressort du système bancaire occidental tout entier, aussi bien que par les institutions comme le FMI et la Banque mondiale.

De même, sous l'hégémonie américaine, l'intégration politique s'est poursuivie : la Communauté européenne doit normalement être achevée avant la fin du siècle avec l'établissement d'une Banque centrale européenne et une monnaie unique (l'écu). En l'absence d'un empire et d'une menace militaire soviétique, les Etats-Unis apparaissent comme l'unique superpuissance militaire incontestable du monde. Dès lors, il

est

"normal" que le gouvernement américain et ses partenaires européens

européens, la chute de l'empire soviétique pourrait en fait représenter le début d'une intégration politique de toute l'Europe, annonciatrice d'un "nouvel ordre mondial", conduit par les Etats-Unis.

### ***Les évolutions possibles***

L'équilibre relatif entre forces centralisatrices et décentralisatrices dépend en fin de compte de l'opinion publique ; mais il se peut que les forces décentralisatrices ne soient pas contrôlables. Si la reprise économique en Europe de l'Est s'avère nettement inférieure aux attentes populaires, ce qui semble probable, les sentiments sécessionnistes en sortiront vraisemblablement renforcés. Et, contrairement aux mythes de l'orthodoxie étatiste, si ces peuples comprennent que la désintégration politique reste parfaitement compatible avec l'intégration économique, ce qui donne une

"rationalité"

économique à la sécession, ces forces indépendantistes pourraient alors suffire pour casser les tabous étatistes.

Selon ces derniers, chaque territoire indépendant doit être continu ("il ne saurait y avoir d'îles' au sein d'un territoire"), et être défini selon des critères ethniques ou linguistiques ("il ne peut y avoir sécession au sein d'un territoire homogène au niveau ethnique ou linguistique, et il ne peut y avoir de territoire comprenant des personnes d'ethnies ou de langues différentes et qui définisse son identité en termes purement culturels"). Si cela devait se produire et si l'ancien empire soviétique se dissolvait en un "patchwork" de centaines de territoires, de régions et de villes indépendants, il y aurait de fortes chances pour que la dynamique libératrice des sécessions s'accélère suffisamment pour déclencher une véritable révolution capitaliste. On épargnerait ainsi l'Europe de l'Est des déceptions économiques du socialisme démocratique et des exactions humiliantes de l'hégémonie occidentale.

[p. 26]

Si la désintégration de l'empire soviétique défunt procède de cette façon, elle aura aussi des répercussions directes et immédiates sur les politiques intérieures à l'Ouest. L'émergence d'une poignée de "Hong Kong" ou de "Singapour" en Europe de l'Est, et les effets d'imitation qu'ils provoqueraient dans les pays voisins, attireraient rapidement des capitaux et des cerveaux occidentaux. Ce mouvement de capitaux et de talents aggraverait la stagnation des Etats-Providence occidentaux. Confrontés à des crises économiques et financières de plus en plus graves, les Etats occidentaux seraient alors obligés de commencer à désacraliser, à détaxer et à déréglementer leurs économies.

En outre, encouragés par les développements à l'Est, et afin de se libérer de l'oppression et de l'exploitation économiques de leurs propres gouvernements centraux, les forces indépendantistes en Europe

de villes indépendantes (telles que les curiosités que sont aujourd'hui Monaco, St Marin et Andorre) ; une Europe où les possibilités de migration économique seraient incomparablement plus importantes et les gouvernements petits et libéraux; une Europe enfin intégrée par le libre échange et une monnaie internationale comme l'or.

## Conclusion

Aujourd'hui, cependant, il y a peu d'espoir de voir le socialisme à l'Est remplacé par autre chose que l'Etat-Providence occidental, c'est-à-dire un cartel étatique hiérarchique à dominante occidentale, ayant pour fonction de gérer les mouvements de population, le commerce et la monnaie.

Néanmoins, pour le défenseur du libéralisme classique, c'est l'occasion rêvée de changer tout ceci, à condition de compléter le discours en faveur du libre-échange et de l'immigration libre par un plaidoyer sans équivoque du droit de faire sécession. Cela n'est peut-être pas destiné à raviver le libéralisme à l'Ouest - mais sa popularité serait certainement plus forte si l'on soulignait que le "*droit d'immigrer librement*" dont on a si peur, trouve toujours ses limites naturelles dans [p. 27] le droit d'autrui de faire sécession et dans le droit de chaque territoire de fixer ses propres conditions d'admission.

En Europe de l'Est, où la sécession est dans l'air, où la légitimité du pouvoir politique est faible et la crainte d'une nouvelle hégémonie est forte, le défenseur du libéralisme classique peut donner une rationalité éthique et économique aux désirs indépendantistes largement inarticulés des gens et plaider pour la vision libérale d'une Europe unifiée. Ce faisant, il se placera facilement à l'avant-garde de la politique post-communiste et aidera ainsi à la renaissance d'un mouvement libéral classique et populaire.

## [p. 28] Notes :

8. Les résultats économiques de l'Allemagne fédérale n'ont été dépassés que par la Suisse. Avec une proportion plus large d'étrangers qu'aucun autre pays - plus de 15% - la Suisse est devenue au milieu des années 1960 le pays le plus prospère du monde.

9. En 1938, dans tous les grands pays - Allemagne, Royaume-Uni, France et Italie - la part des dépenses publiques dans le PNB avait plus que doublé par rapport à la situation d'avant la Première guerre mondiale (d'environ 15 à 30-40 %).

10. Au début des années 1970, la part de la population active employée dans l'agriculture était de 15% en Italie, de 13% en France et de 7% en Allemagne fédérale; jusqu'à la fin des années 1960, le revenu par tête avait d'autre part augmenté de 5% par an en moyenne.

11. En Italie, les dépenses publiques exprimées en pourcentage du PNB étaient de 35% en 1938 et d'environ 40% en 1947. A partir de ce niveau, elles ont progressivement diminué jusqu'à la fin des années 1950, à moins de 30%. Puis, elles ont recommencé à croître et ont atteint leur niveau d'avant-guerre à la fin des années 1960, dépassant même les 50% au milieu des années 1970.

En Allemagne, ce même chiffre était à peu près de 40% en 1938, mais de moins de 30% en 1950. Au milieu des années

12. Cet effondrement viendrait d'ailleurs encore plus tôt si les immigrants d'Europe de l'Est avaient le droit de vote, puisque la majorité d'entre eux sont économiquement ignorants et profondément marqués après avoir passé toute une vie sous un socialisme intégral, par les notions de l'État-Providence.

13. les réformes italiennes et allemandes sont intervenues après la défaite militaire et l'occupation, et elles ont été mises en oeuvre largement à l'encontre et à l'abri de l'opinion publique dominante [p. 30] (plutôt à gauche). L'influence temporaire de Luigi Einaudi n'était pas due à la force de son parti politique, mais au fait qu'il représentait une rupture nette avec le fascisme de même qu'un retour à l'Italie (du Nord) pré-fasciste et bourgeoise (commerciale). Auteur économique et homme politique éminent, Einaudi s'était retiré de la vie publique après le coup d'État fasciste, et avait passé les dernières années du régime fasciste en exil en Suisse.

Ludwig Erhard n'avait aucun lien avec le régime nazi, mais il n'était pas non plus populaire, et n'avait aucune base politique. Il avait en fait nommé tsar économique par les forces d'occupation. Il a donc mis en oeuvre ses réformes initiales par simple décision administrative, et sans aucune contrainte démocratique. De même, l'influence de Jacques Rueff ne venait pas d'un appui partisan, mais était due à ses relations personnelles avec de Gaulle et aux pouvoirs exceptionnels que ce dernier s'était arrogés en vertu de la Constitution de la Vème République.

14. les partis socialistes étaient les moins populaires, et cela reste encore le cas aujourd'hui: en Suisse, ils recueillent autour de 25% des suffrages.

15. Un fait symptomatique de la domination de l'opinion publique étatiste-socialiste est que même l'Union démocrate-chrétienne conservatrice a déclaré dans son programme d'Ahlen de 1947 que "*le système économique du capitalisme n'a pas rendu justice aux intérêts vitaux sociaux et politiques du peuple allemand*", et a donc demandé une politique de socialisation à grande échelle.

16. le meilleur indicateur de l'uniformisation idéologique à travers l'Europe occidentale est le déclin des partis communistes et la montée simultanée des partis socialistes et sociaux-démocrates. Comme en Allemagne de l'Ouest, malgré des résultats encourageants immédiatement après la Seconde guerre mondiale, les partis communistes autrichien, suisse, belge, néerlandais et scandinaves ont rapidement été marginalisés. le même phénomène s'est produit après la chute des régimes autocratiques en Espagne et au Portugal.

En France, le déclin systématique du Parti communiste a commencé à la fin des années 1950, en Italie dans les années 1970 et le Parti travailliste britannique s'est démarxisé dans les années 1980. Parallèlement, la popularité de l'aile réformiste et social-démocrate du mouvement socialiste a progressivement augmenté et au cours des années 1970 et 80, les partis sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir pour la première fois non seulement en Allemagne, mais aussi en Autriche, en Espagne, au Portugal, en Grèce et en France.

17. Cf. aussi note 5 *supra*.

18. Cf. note 2 *supra*.

19. Pour comparaison: en Europe occidentale, entre 5 et 10 % de la population active travaillent pour l'État. En Europe de l'Est, environ 15% de la population étaient membres du Parti communiste.

20. Par exemple: pendant la seconde moitié du XVIIème siècle, l'Allemagne était composée de 234 "pays" indépendants, 51 villes libres et environ 1 500 seigneuries indépendantes. Au début du XIXème siècle, le nombre de territoires indépendants était tombé à moins de 50.

21. Quoique leurs politiques commerciales ne soient pas irrécusablement libre-échangistes, la Suisse, petit pays, et la principauté de Liechtenstein encore plus petite en sont deux excellents exemples.



de même, il était possible - comme en témoigne le passé communiste de l'Europe de l'Est - de laisser les États exproprier quasiment toute la propriété privée. En revanche, il est difficile d'imaginer comment un père ferait pour taxer son fils ou un maire pour taxer la population de son village dans la même mesure sans provoquer une rébellion ou une émigration.

En effet, l'étendue limitée des territoires en question et l'existence d'une multitude d'autres ménages ou villages indépendants, rendent même les régimes d'esclavage personnel plutôt moins oppressants pour leurs sujets que l'esclavage étatique à grande échelle de l'ancienne Union soviétique : le meurtre d'esclaves - la forme ultime de désintégration économique - était rare sous les régimes d'esclavage privé. En URSS, il avait lieu à une échelle de masse, avec plusieurs millions de "pertes". de la même manière, l'espérance de vie des esclaves personnels augmentait - avec celle du reste du monde. En URSS, elle diminuait au cours des décennies récentes (même sans compter les millions de vies perdues).

24. A la lueur de ces considérations sur la relation dialectique entre l'intégration politique et l'intégration économique, une bonne partie de l'histoire moderne de l'Europe s'explique.

D'abord, la désintégration politique et l'intégration économique non seulement sont compatibles mais font l'objet d'une corrélation positive puisque, par exemple, le capitalisme a fleuri pour la première fois sous un pouvoir politique hautement décentralisé, en Italie du Nord et dans le Sud de l'Allemagne.

Ensuite, le processus d'intégration politique (expansion territoriale) ne freine pas nécessairement l'intégration économique mais peut au contraire la promouvoir dans la mesure où elle implique la conquête territoriale par des gouvernants libéraux aux dépens de moins libéraux : la Révolution industrielle moderne s'est en effet produite en Angleterre et en France, deux pays centralisés.

Et enfin, l'intégration politique mène à la désintégration économique à mesure que le processus de concentration territoriale s'approche de sa conclusion.

Le libéralisme jadis dominant a d'ailleurs progressivement été remplacé par l'Etat-Providence depuis le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle fin du processus de concentration inter-européen avec l'unification politique italienne et allemande. Et cela surtout à la suite des deux guerres mondiales, depuis que les Etats-Unis se sont établis comme le pouvoir militaire hégémonique en Europe occidentale (et dans une bonne partie du reste du monde) et ont fixé comme objectif de leur politique étrangère de sauvegarder le statut quo territorial.

25. le gouvernement fédéral yougoslave avait été encouragé à prendre ces mesures drastiques par les proclamations anti-sécessionnistes des gouvernements de la CEE et des Etats-Unis. L'acceptation d'actes de sécession légitimes par les gouvernements occidentaux, en Yougoslavie pour la Slovénie et la Croatie, ainsi que dans les cas des pays baltes, est toujours venu lorsqu'il n'était plus possible de méconnaître la réalité, si "déplaisante" soit-elle.